

ACCUSONS LE CAPITALISME



Union des **R**évolutionnaires-**C**ommunistes de **F**rance
CONSTRUCTION DU PARTI

ÉLECTIONS RÉGIONALES 2010 - PREMIER BILAN : **Quand la crise économique du capitalisme s'élargit en crise politique.**

Les élections régionales constituent un lourd désaveu de la politique de Sarkozy.

Le mirage de « l'homme providentiel et omniscient » se désagrège. La campagne démagogique des Présidentielles présentant Sarkozy comme « le candidat de la feuille de paie » a pris l'eau définitivement, et ce n'est que justice !

Sarkozy et le gouvernement Fillon ont eu pour directive du capital financier de **faire payer la crise aux seuls travailleurs**, afin de permettre aux monopoles de s'assurer le profit maximum. Au quotidien, cela se traduit par l'aggravation générale des conditions d'existence et de travail ; par le renforcement continu des inégalités, avec les profits et dividendes boursiers qui flambent, alors que la majorité laborieuse connaît une baisse continue du pouvoir d'achat ; par l'allongement du temps de carrière et de travail ; par la précarité et le chômage massif (800 000 privés d'emploi supplémentaires en 2009), la casse du secteur industriel déjà fortement affaibli dans les années 80 s'accéléralent.

Cette politique antisociale s'accompagne - pour conjurer la révolte croissante des travailleurs - de la **réaction sur toute la ligne** conduite par Sarkozy. La mainmise renforcée sur l'appareil judiciaire pourtant au service de la politique de classe du capital, sur les médias publics et privés, la xénophobie affichée dans les paroles et la pratique gouvernementales à l'encontre des Sans-Papiers, ne sont pas sans rappeler les heures les plus noires du régime de Vichy.

Ce bilan catastrophique pour les travailleurs et le pays est clairement sanctionné ! L'UMP, parti présidentiel, recueille les suffrages d'à peine un électeur sur 8 !

Le désaveu de la politique du pouvoir s'est exprimé de différentes façons : abstention populaire massive, la majorité de la classe ouvrière et de la jeunesse ont fait la grève du vote, confirmant le rejet de la politique du capital lors des élections européennes ; mais aussi vote pour les partis de la gauche parlementaire et les formations trotskistes.

L'abstention populaire est l'élément le plus significatif de ce scrutin, car il porte en germes le rejet du système capitaliste, le rejet des partis piliers du pouvoir de la classe dominante : UMP et PS.

Cette abstention exprime également un clair désaveu des lois de décentralisation conduites successivement par le PS et la droite, dans le droit fil des directives de l'UE. Directives qui instaurent une inégalité de développement entre régions, sans apporter de solutions à l'emploi et aux bas salaires, renforçant partout les impôts et taxations dont sont victimes en premier les familles de travailleurs. Les exécutifs régionaux apparaissent comme une nouvelle structure techno-bureaucratique, éloignée des préoccupations de terrain, des aspirations des forces du travail qui, loin d'être des contre-pouvoirs ou des points d'appui, sont des relais de la politique capitaliste. Structure politique qui, de plus, contribue à l'affaiblissement continu des pouvoirs des instances de proximité : Conseils généraux, communes déjà soumises au joug antidémocratique des préfets.

Les élections régionales traduisent et aggravent la dimension politique de la crise du capitalisme, notamment de la crise de sa représentation politique.

En effet, les deux partis dominants UMP et PS regroupent à eux deux moins d'un tiers des inscrits, tout en totalisant les 9/10^{ème} des sièges aux parlements.

Le fossé entre le pays représenté et les aspirations réelles s'élargit et peut constituer pour certains la tentation d'une fuite en avant dans l'autoritarisme croissant. Les débats menés dans cette élection ont été consternants par leur médiocrité et leur caractère politicien affirmé, à coups de petites phrases, de calomnies, de propos racistes, très loin des aspirations et préoccupations de la majorité des familles populaires.

S'avère de plus en plus fondé le fait que le financement des partis politiques par l'État

renforce la bureaucratisation des partis : ceux-ci deviennent des machines à gagner des élus par tous les moyens, par le clientélisme croissant, par l'électoratisme, puisque le Front de Gauche, né du refus la politique de la fausse gauche, se range sans conditions, dès le soir du scrutin, derrière les ténors du social-libéralisme. Les nouvelles formations comme la nôtre, a fortiori révolutionnaires, ne peuvent se présenter aux élections, vu les coûts exorbitants de campagne ; et si nous le faisons, sans adoption d'une véritable proportionnelle, les jeunes partis sont alors condamnés soit à se diluer derrière la gauche parlementaire en se reniant, soit à ne pas avoir d'élus si les principes l'emportent fort justement. Ce mode de scrutin profondément antidémocratique, qui instaure une inégalité entre chaque voix selon sa destination, doit être abrogé !

Les scores enregistrés et les transferts de voix entre les divers partis en lice doivent être analysés avec toute la relativité nécessaire, en raison de l'abstention majoritaire, du vote sanction pour rejeter la politique du pouvoir sans adhésion pour autant aux propositions avancées.

De plus, les médias et instituts de sondage, tous financés ou aux mains de monopoles, orientent à chaque campagne l'opinion publique : ainsi le PS a-t-il été présenté comme la formation montante récupérant l'influence perdue ; ce n'est pas faux, mais cela a fait pencher la balance des indécis en faveur de ses listes.

En 2007, avec l'élection de Sarkozy, le grand capital prenait acte de l'usure de l'alternance droite/gauche et de la cohabitation. Il a misé sur la formation d'un vaste courant bonapartiste, avec à sa tête un homme fort qui transcenderait la droite et la gauche, rallierait une partie de la social-démocratie et conduirait une politique populiste à caractère démagogique et autoritaire, en reprenant les thématiques chères à l'extrême droite. Le scrutin des européennes et surtout des régionales, la colère et le mécontentement populaires à l'égard de cette politique, où le volontarisme affiché ne correspond en rien à la réalité quotidienne et aux résultats, ont eu raison de cette tactique.

Dès lors, la bourgeoisie mise sur la mystification de l'alternance droite/gauche qui prétend opposer la politique libérale et social-libérale du capital.

L'UMP apparaît comme le parti de la réaction classique, anti-grèves, anti-immigrés, néo-pétainiste. Relais direct des directives des grandes sociétés, la campagne de propagande autour de Fillon atteste que si le mécontentement grandit, Sarkozy sera jeté, après avoir porté les coups que l'on sait à tous les travailleurs. Ce parti est victime de l'abstention des « déçus » du

sarkozysme, de ceux qui ont gobé ses discours trompeurs et de plus, l'UMP perd une large partie des voix prises en 2007 au Front national. La scandaleuse manœuvre de Sarkozy et Besson sur « l'identité nationale » s'est retournée contre ses auteurs, les électeurs d'extrême droite ont préféré l'original à la copie.

Le PS est présenté comme le grand vainqueur du premier tour. Certes il atteint un score presque historique, mais à relativiser compte tenu de l'abstention massive. Beaucoup de votants ont utilisé le bulletin PS pour contrer la politique du pouvoir ; si on peut comprendre et partager les motivations anti-Sarkozy, l'URCF doit prendre ses responsabilités et rappeler combien la politique de Jospin a préparé le terrain, en privatisant massivement les entreprises publiques, en signant la déclaration-programme du sommet de l'UE à Lisbonne, qui fixait le cap de l'allongement du temps de travail, de l'école publique toujours plus soumise au patronat et à la loi de rentabilité financière, du ralliement au Traité constitutionnel européen et à sa mouture sarkozyste, jusqu'à la nomination à la tête du FMI du « présidentiable » Strauss-Kahn chargé par le système impérialiste mondial de conduire la politique d'austérité, de néo-colonialisme et de ruine par la soumission des pays dominés.

Le PS ne se distingue de l'UMP par aucune proposition visant à faire payer la crise par ses fauteurs, les capitalistes ; il appuie avec force la politique de l'UE capitaliste. Huchon se revendique de la volonté de « liquider l'État-nation », c'est-à-dire appelle à lever cet « obstacle » à la création d'une zone de « libre concurrence » des monopoles sans rivages ni contraintes. Le projet Balladur-Mauroy de promotion d'un espace Régions européennes / métropoles à la place des départements, renforcerait les moyens de domination du capital financier et de l'UE. Le consensus PS/UMP se vérifie aussi dans le soutien à la guerre en Afghanistan, initiée par Jospin et renforcée par Sarkozy.

Pour toutes ces raisons, le PS, s'il constitue une alternance possible à Sarkozy et à la droite, ne saurait incarner une alternative de progrès. Détenteur de la majorité de la plupart des exécutifs régionaux, le PS limite les dégâts, par rapport à 2004 où il formait des listes communes avec le PCF et les radicaux, il obtient 4 500 000 voix (9 485 000 en 2004). Mais une certaine défiance continue d'exister à l'encontre de ce parti social-libéral. « Pas d'amnésie à l'encontre du PS », proclamait notre tract national, ce message a été entendu même partiellement.

Le **Front national** est présenté comme sorti renforcé de ce scrutin. Nul doute que les paroles et les actes de Besson, d'Hortefeux, d'Alliot-Marie, ont réouvert un espace politique au FN.

La politique visant à détourner l'attention des difficultés en désignant un bouc-émissaire conduit au renforcement des idées fascistes et fascisantes au FN et à l'UMP.

Toutefois, l'analyse des chiffres montre que le parti de Le Pen est loin de récupérer ses voix, puisqu'en 2010, il obtient 11,42 % des suffrages exprimés avec 2,2 millions d'électeurs, au lieu des 14,7 % et 3,5 millions de voix en 2004. La vigilance est de règle, tant à l'égard de la politique gouvernementale d'expulsions et de reconduites aux frontières, que des appels racistes et fascistes du FN à cibler les travailleurs arabes comme responsables des maux quotidiens, en gommant les véritables fauteurs de mal-vie : les capitalistes.

La liste **Europe-Ecologie** obtient un score en progrès, mais difficilement comparable, puisque dans beaucoup de régions, leurs prédécesseurs, *les Verts*, faisaient liste commune avec le PS et le PCF. Ce n'est pas un secret que les médias au service du capital promotionnent depuis des mois l'écologie, y compris le gouvernement avec son fumeux « Sommet de Grenelle ». L'écologie est présentée comme la nouvelle « union sacrée », au-dessus des classes. La nature (disent les écolos) étant menacée à cause du réchauffement climatique (fort contesté), cela oblige les pays émergents à rejeter l'industrialisation « polluante » et à sacrifier leur développement.

En cela, les écologistes défenseurs du néo-libéralisme sont les relais de la domination impérialiste qui cherche à se subordonner les pays du « Tiers-monde ». Au Parlement européen, les élus d'Europe-Ecologie sont, sous l'égide de l'anticommuniste Cohn-Bendit, des partisans de la criminalisation du communisme, et hurlent avec la pire réaction. Curieusement, lorsque une catastrophe naturelle survient, ils n'ont guère d'autres solutions que de se projeter dans l'avenir, tout simplement parce que les responsables de la spéculation immobilière, du non renouvellement des digues en Vendée, ce sont les capitalistes par soif de profit ! Cible totalement ignorée par cette force tenante de l'aménagement du capitalisme.

Certaines listes représentaient des forces et des partisans du NON au référendum sur le Traité constitutionnel européen.

Le **Front de Gauche** réalise le score de 5,90 %, soit 1,1 million de suffrages exprimés, sans doute en deçà des espoirs de ses promoteurs, même si le résultat est honorable et si le Front de Gauche passe très nettement devant le NPA.

Cette alliance (PCF, Parti de Gauche, avec le soutien actif des écolos Alternatifs, du PCOF et de la Coordination communiste du Nord) incarne le rassemblement de travailleurs de la Fonction publique, des enseignants, de couches moyennes précarisées et appauvries, de responsables syndicaux. Se revendiquant du réformisme, ce

front allie certaines revendications populaires urgentes (salaires, emplois, retraites, transports) avec des illusions sur l'État, vu comme « rempart ». Quant à l'UE, le Front de Gauche prétend que l'on peut la transformer, sans analyse de son contenu de classe pour les monopoles et sous leur direction ; pour les banques, le Front préconise (au stade impérialiste du capitalisme !) d'inverser leur mission et de servir l'emploi et la relance, via les « aides aux PME » et une « autre logique économique », tout cela sans s'attaquer à la propriété capitaliste des moyens de production et d'échange ! Les aides consenties par les régions actuelles et la droite aux PME et entreprises n'ont nullement démontré leur efficacité, en regard des besoins des forces du travail, au contraire, ces « aides » participent du transfert d'argent populaire vers les poches du capital.

Le Front de Gauche reste au milieu du gué, en raison du flou de ses propositions, de sa « radicalité un peu rosée », de son incapacité à rassembler les couches ouvrières et les jeunes qui ont opté pour l'abstention. Sa volonté affichée de construire « à gauche du PS », sa dénonciation à juste titre du social-libéralisme du PS, tombent à plat, quand s'effectue le ralliement sans conditions au PS au second tour, pour gouverner loyalement ensemble et appliquer, de fait, le programme des sociaux-libéraux.

Les **formations trotskistes** enregistrent un recul sensible. Le NPA paye sa politique de division des forces tenantes du NON populaire, la promotion à coups de sondages flatteurs et le culte cathodique de son leader Besancenot. Cela a affaibli, aux yeux de beaucoup, son « anticapitalisme » affiché ; de même, sa confusion visant à utiliser les signes religieux (utilisés par la réaction pour des objectifs contraires), pour prétendre porter les valeurs de la laïcité (sic !), n'est sans doute pas restée sans conséquences.

Le **NPA** paye son incapacité à incarner le véritable anticapitalisme, puisque l'essentiel de ses revendications reprend les mots d'ordre du mouvement syndical de classe, mais sans projet alternatif révolutionnaire politique. **Lutte ouvrière** a fait sa campagne habituelle de type anarcho-syndicaliste appelant aux luttes sociales, ce qui limite le mouvement populaire à « l'économisme ».

L'URCF estime que le potentiel électoral du NON progressiste est réel, qu'aucune force ne peut l'incarner à elle seule sans l'unité d'action la plus large, sans rassemblement respectant la diversité idéologique et politique des forces.

Aucune force ne peut prétendre actuellement à l'hégémonie, pas même le Front de gauche/PCF, sans affaiblir la diversité du mouvement

populaire. Le second tour ne réglera aucune des difficultés quotidiennes, le PS ne sera pas un rempart contre les mauvais coups, comme le montre l'impuissance de la région Nord et de la mairie de Dunkerque à sauver l'activité de raffinage du groupe Total. Ce qui manque au mouvement, c'est l'affirmation forte et indépendante, en son sein, du courant communiste, marxiste-léniniste, porteur de l'anticapitalisme jusqu'au bout.

Certains évoquent le « *troisième tour social* », s'inscrivant dans une sorte de division du travail : le social aux syndicats, les élections aux partis ; répartition qui nuit au rôle de la classe ouvrière qui se bat au quotidien contre les mauvais coups, mais a incarné et incarnera l'alternative anticapitaliste, révolutionnaire pour le socialisme ! Ce troisième tour doit allier revendications sociales, économiques et politiques. Les élections révèlent que la « monarchie républicaine », instaurée en 1958 et portée au plus haut degré de caricature par Sarkozy, craque de partout ; des pans entiers de l'opinion publique ne se sentent plus concernés lors des élections, et parmi elles, les forces créatrices de richesses (le prolétariat) et d'avenir (la jeunesse).

L'URCF appelle à s'engager dans le combat pour abroger la V^{ème} République, à lancer le mot d'ordre de Constituante, afin de promouvoir la proportionnelle à tous les scrutins, pour que la diversité politique soit pleinement représentée et ne soit pas l'apanage de deux ou trois formations. Le Parlement doit guider la vie politique, et non un président doté de larges pouvoirs, dont l'expérience montre qu'il en abuse souvent. Les travailleurs immigrés résidant en France doivent avoir la citoyenneté pleine et entière, les Sans-Papiers doivent être tous régularisés. **L'URCF appelle au combat pour gagner les droits démocratiques les plus larges, qui trouveront leur finalité dans le socialisme et le pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs.**

Le combat pour une véritable alternative exige la lutte contre le néocolonialisme français, qui opprime beaucoup de pays africains, sème la guerre en Afghanistan : **Pas un sou pour la guerre impérialiste !** Retrait des corps expéditionnaires français ! Le bilan de l'UE est catastrophique dans tous les domaines, il est nécessaire de détruire les illusions portées par « l'euro-constructivisme », la bataille anti-impérialiste nécessite le retrait de cette instance impérialiste : **Retrait de l'UE ! Retrait de l'OTAN !**

Si les communistes révolutionnaires opèrent le lien entre luttes anticapitalistes, anti-impérialistes et combat quotidien, la bataille revendicative en sera facilitée, et les apôtres de l'aménagement des contre-réformes sarkozystes ne pourront plus aussi facilement encadrer le mouvement gréviste, et céder devant la fermeté du capital et du pouvoir. **C'est dès aujourd'hui que commence le long combat pour la révolution anticapitaliste, pour le socialisme.** Nous n'ignorons pas que la majorité actuelle du mouvement populaire s'en tient à la critique des seuls « excès du capitalisme », que l'idéologie première dans le camp du NON populaire est l'antilibéralisme. Cependant, l'isolement sectaire, l'étroitesse, conduiraient au refus de déployer le drapeau de l'anticapitalisme dans les larges masses opposées au pouvoir de Sarkozy, dans ce mouvement populaire forgé lors du référendum. Le courant marxiste-léniniste a été affaibli en raison de l'abandon par le PCF de son identité révolutionnaire fondatrice, mais même affaibli, il commence, là où il déploie son action dans les usines, à influencer des travailleurs. C'est l'expérience de l'URCF. Les communistes révolutionnaires ont une lourde responsabilité : forger le parti communiste ouvrier, anticapitaliste, qui manque tant aux luttes pour qu'elles se fédèrent et forment les alliances de classe nécessaires pour vaincre.

Dès maintenant avec les organisations communistes, Communistes, PRCF, PCOF..., l'URCF est prête à forger le front communiste uni dans l'action contre le pouvoir et le capital. Ce front uni des communistes attestera de notre visibilité, renforcera nos capacités d'action, et constituera, en actes, dès maintenant, l'aile anticapitaliste du mouvement populaire. Nous ne nous fixons pas pour objectif d'en rester à l'ordre des choses ; nous voulons œuvrer dans le rassemblement progressiste le plus large, afin que du mouvement populaire pour le NON émerge demain le front anticapitaliste dont l'objectif historique sera de renverser le capitalisme, système incapable de satisfaire les besoins matériels, culturels, et d'assurer une démocratie véritable, une politique de paix et d'égalité entre les peuples.

Union des Révolutionnaires-Communistes de France (URCF-Construction du parti)

Le 17 mars 2010

Qu'est-ce que L'URCF ?

Organisation marxiste-léniniste, l'URCF mène un combat quotidien contre le capitalisme, pour la défense des revendications sociales, pour les droits et libertés démocratiques, la solidarité internationaliste, pour la renaissance du mouvement communiste, et la révolution socialiste. Rejoignez notre combat !

CONTACTS :

- **Courrier postal :** " AMIS D'OULIANOV " B.P.40084 75862 PARIS Cedex 18
- **Adresse-mail :** urcf@wanadoo.fr
- **Notre site :** <http://www.urcf.net>